

## COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

### Extrait des délibérations de la séance du 28 mars 2019

-----

Sous la présidence de M. Stéphane Troussel, la Commission Permanente s'est assemblée au lieu ordinaire de ses séances.

#### **ÉTAIENT PRÉSENTS :**

M. Troussel, M. Guiraud, Mme Derkaoui, M. Bedreddine, Mme Grosbois, M. Constant, Mme Valls, M. Sadi, M. Molossi, Mme Capanema, M. Laporte, Mme Thibault, Mme Labbé, Mme Laroche, M. Grandin, Mme Coppi, M. Hervé, Mme Valleton, M. Monany, Mme Maroun, Mme Lagarde

#### **ÉTAIENT EXCUSÉS :**

Mme Abomangoli donnant pouvoir à M. Troussel  
M. Hanotin donnant pouvoir à M. Molossi  
M. Taïbi donnant pouvoir à M. Bedreddine  
Mme Cerrigone donnant pouvoir à M. Monany  
Mme Saïd-Anzum donnant pouvoir à Mme Thibault

#### **ÉTAIENT ABSENTS :**

M. Bluteau, M. Chevreau, M. Prudhomme

-----



## Délibération n° 11-03 du 28 mars 2019

### **COTISATION DU DÉPARTEMENT À L'OBSERVATOIRE DU DÉVELOPPEMENT ET DE L'ACTION SOCIALE (ODAS) POUR L'ANNÉE 2019.**

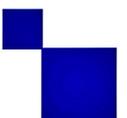
**La commission permanente du conseil départemental,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du conseil départemental n° 2015-IV-15 du 2 avril 2015 lui donnant délégation,

Vu l'appel à cotisation présenté par l'Observatoire du Développement et de l'Action Sociale (ODAS), sis 250 bis boulevard Saint-Germain – 75 007 Paris, le 30 novembre 2018,

Sur le rapport du président du conseil départemental,



**après en avoir délibéré,**

- DÉCIDE de verser la cotisation pour l'année 2019 d'un montant de 4 950 euros à l'Observatoire du Développement et de l'Action Sociale (ODAS).

Pour le président du conseil départemental  
et par délégation

N'ayant pas pris part au vote :

*M. Laporte*

Adopté à l'unanimité : ✓	Adopté à la majorité :	Voix contre : 0	Abstentions : 0
Date d'affichage du présent acte, le		Date de notification du présent acte, le	Certifie que le présent acte est devenu exécutoire le

*Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.*